

<https://www.pressegauche.org/Etude-des-credits-budgetaires-organismes-communautaires-Le-ministre-Boulet-doit>



Étude des crédits budgétaires / organismes communautaires - Le ministre Boulet doit agir dès maintenant !



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mardi 27 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 27 avril 2021 - À l'occasion de l'étude des crédits budgétaires en lien avec les organismes d'action communautaire, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), l'interlocuteur privilégié du gouvernement en cette matière, veut des engagements concrets.

Après avoir reporté la sortie de son plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) qui était prévu pour ce printemps, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, n'a pas été en mesure de confirmer aux trois partis de l'opposition que celui-ci sera déposé d'ici la mise à jour économique. Précisons que l'objectif principal de ce plan d'action est de mieux soutenir les organismes communautaires et que le dernier remonte à 2004.

Deux raisons sont évoquées quant à la décision du gouvernement de repousser le soutien aux organismes communautaires : La pandémie et la crise des finances publiques. Or, pour Marie-Line Audet, présidente du RQ-ACA, « les organismes ne peuvent plus attendre justement parce qu'ils sont des acteurs clés de la relance post-pandémique. Ils savent qu'ils auront un rôle central à jouer afin de soutenir la population face aux conséquences socio-économiques de la crise, notamment en raison de l'accroissement prévisible de la pauvreté et des inégalités ».

Alors que le gouvernement ne tarit pas d'éloges à l'égard de leur rôle essentiel dans le filet social, la quasi absence de financement récurrent dans le dernier budget a ébranlé les organismes communautaires, qui le perçoivent comme un manque de confiance.

« Le ministre dit avoir des ambitions sérieuses pour le communautaire et nous a tendu la main au lendemain du budget afin de poursuivre les travaux avec lui, précise Caroline Toupin, coordonnatrice. Il est évident que nous allons collaborer de bonne foi et que nous allons tout faire pour obtenir un plan d'action d'ici la mise à jour économique, mais à ce stade-ci, aucun moyen de pression n'est exclu par les organismes communautaires afin d'être enfin reconnus à leur juste valeur.